

[Texte]

enterprise allocation system has a lot of advantages. I think the concern that has been raised with the task force by the communities has been that they feel the companies have made decisions about the allocations without giving due account of the impact of that on the community itself. So it is not so much an issue of advocating community quotas as of saying that the companies have some responsibility to explain what they are doing with the fish and why they have taken the decisions they have taken. So there is a certain accountability that the companies must demonstrate or explain.

• 1230

Mr. McCreath: I do not see that as being an unreasonable thing at all, and I think there is some incumbency on the part of the companies that have enterprise allocations to indicate the basis upon which they make decisions. But I am not sure that you necessarily solve the problem as, for example, Premier Buchanan seems to be proposing. Premier Buchanan seems to be suggesting that you take redfish quota, for example, that is already assigned.

I am not interested, quite frankly, as a Member of Parliament for the South Shore, in having fish that is now being processed in Lunenburg move down the road to Canso so that you can remove the unemployment problem from this community over to that community. It just does not seem to me to be a thing that makes sense. If a company has five plants and enough fish for three plants, you cannot reasonably ask them to run five plants and make the whole operation unviable. But I must say that I agree with you that there is an incumbency to say look, you are using a national resource; explain the basis upon which you have made your decision.

Mr. Stein: I think that would be preferred rather than to try to allocate it by community.

Mrs. Campbell: I am sorry I was not here for your opening remarks, and I am sorry you did not have a text of it for us. With all the lack of work time in the Department of Fisheries, surely you could have found somebody to prepare the text. Because I thought there was a vote, I did not come in to hear you. Normal procedure is that.

I just want to remark that you were a member of the Kirby task force at some stage in the economics of the implementation of Kirby—you were here before us in committee—as well as the implementation of it. At that time there was a multi-million dollar bail-out of the big companies. A lot of people felt that they should have gone belly-up and the best would have survived. That did not happen. The point is that there was a multi-million dollar bail-out at the time—and we may be in trouble with it with the United States on countervail, but that does not bother me too much because this is a natural resource.

[Traduction]

vous en avez dit. Le système d'allocation aux entreprises présente de nombreux avantages. Les collectivités ont fait savoir aux groupes d'étude que ce qui les dérangeait, c'est que les entreprises ont pris des décisions concernant les allocations sans tenir compte de l'incidence qu'elles auraient sur les collectivités. Ce n'est donc pas tant que l'on recommande l'attribution des quotas aux collectivités, mais plutôt que l'on estime que les sociétés doivent avoir à répondre de leur utilisation du poisson et justifier leurs décisions. On estime donc que les sociétés ont une certaine responsabilité et qu'elles doivent expliquer ou prouver le bien-fondé de leurs décisions.

M. McCreath: Cela ne me paraît pas du tout déraisonnable, et il me semble qu'effectivement les sociétés qui ont reçu des allocations aux entreprises se doivent d'expliquer leurs décisions. Mais je ne suis pas certain que cela permette nécessairement de résoudre le problème comme, par exemple, semble le suggérer le premier ministre Buchanan. M. Buchanan semble dire que vous prenez le quota du sébaste, par exemple, qui a déjà été attribué.

Honnêtement, en tant que député de South Shore, je ne tiens pas du tout à ce que le poisson actuellement transformé à Lunenburg soit envoyé à Canso, pour passer à une communauté le chômage éliminé dans l'autre. Cela n'a aucun sens. Si une société a cinq usines et qu'elle n'a du poisson que pour en alimenter trois, on ne peut pas demander qu'elle en garde cinq ouvertes et qu'elle mette ainsi en péril la rentabilité de l'ensemble. Mais je dois dire que je partage votre avis sur la responsabilité des sociétés auxquelles on devrait pouvoir dire: vous utilisez une ressource nationale; expliquez-nous sur quoi vous avez fondé votre décision.

M. Stein: Ce serait préférable à un système d'allocation des quotas aux collectivités.

Mme Campbell: Je suis désolée de n'avoir pas été présente pour votre déclaration liminaire, et je trouve dommage que vous n'avez pas un texte à nous distribuer. Compte tenu du peu de travail que vous avez au ministère des Pêches, je suis sûre que vous auriez pu trouver quelqu'un pour préparer un texte. Je ne suis pas venue plus tôt parce que je croyais qu'il devait y avoir un vote. C'est la procédure normale.

Je voudrais simplement rappeler que vous étiez membre de la commission Kirby, lorsque celle-ci a examiné les questions économiques—you avez comparu devant le Comité—et vous avez participé également à l'étape de l'application. À l'époque, des millions de dollars ont été versés aux grandes sociétés pour les tirer des difficultés. Bien des gens estimaient alors qu'on aurait dû les laisser faire faillite et laisser survivre les plus forts. Ce n'est pas ce qu'on a fait. Et à l'époque des millions de dollars d'aide leur ont été versés, et il se pourrait que les États-Unis nous fassent des difficultés et imposent des droits compensateurs, mais cela ne m'inquiète pas trop, car il s'agit ici d'une ressource naturelle.